

Cher M. Schwab, cher Klaus ! Chers collègues !

J'ai assisté à de nombreux événements organisés par M. Schwab dans les années 90. Klaus vient de se rappeler que nous nous sommes rencontrés en 1992. Au cours de mon travail à Saint-Pétersbourg, j'ai assisté à plusieurs reprises à ce forum consultatif. Je tiens à vous remercier pour l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui d'apporter mon point de vue à la communauté des experts, qui se réunit sur cette plateforme mondialement reconnue grâce aux efforts de M. Schwab.

Tout d'abord, Mesdames et Messieurs, je tiens à vous souhaiter à tous la bienvenue au Forum économique mondial.

Il est agréable de constater que cette année, malgré la pandémie, malgré toutes les restrictions, le forum poursuit encore ses travaux. Bien qu'il soit en ligne, il fonctionne toujours et donne aux participants l'occasion de partager leurs évaluations et leurs prévisions dans le cadre d'une discussion ouverte et libre, ce qui compense en partie le manque de communication directe entre les dirigeants, les représentants des entreprises mondiales et le public, qui s'est accumulé au cours des derniers mois. Tout cela est important à un moment où nous avons tant de questions difficiles auxquelles il faut répondre.

Le forum de cette année est le premier de la troisième décennie du XXI^e siècle, et la plupart de ses thèmes portent, bien sûr, sur les profonds changements qui se produisent sur la planète.

En effet, il est difficile de ne pas remarquer des transformations fondamentales dans l'économie, la politique, la vie sociale et la technologie mondiales. La pandémie de coronavirus que Klaus vient de mentionner, et qui est devenue un sérieux défi pour l'ensemble de l'humanité, n'a fait que stimuler et accélérer les changements structurels, dont les conditions préalables étaient déjà réunies depuis longtemps. La pandémie a exacerbé les problèmes et les déséquilibres accumulés jusqu'alors dans le monde. Il y a tout lieu de croire qu'il existe des risques d'escalade des conflits. Et ces tendances peuvent se manifester pratiquement dans tous les domaines.

Bien sûr, il n'y a pas de parallèles directs dans l'histoire. Mais certains experts – je respecte leur opinion – comparent la situation actuelle avec les années 30 du siècle dernier. Vous pouvez être d'accord ou non avec cette situation. Mais à de nombreux égards, en termes d'ampleur et de nature complexe et systémique des défis et des menaces potentielles, certaines analogies sont néanmoins justifiées.

Nous assistons à une crise des modèles et des outils de développement économique antérieurs. La stratification sociale s'intensifie, tant au niveau mondial que dans les différents pays. Nous en avons déjà parlé. Mais cela entraîne à son tour une forte polarisation de l'opinion publique, provoque la croissance du populisme, du radicalisme de droite et de gauche et d'autres extrêmes, et aggrave et exacerbe les processus politiques internes, y compris dans les pays leaders.

Tout cela affecte inévitablement la nature des relations internationales et n'y apporte ni stabilité ni prévisibilité. Les institutions internationales s'affaiblissent, les conflits régionaux se multiplient et le système de sécurité mondial se dégrade.

Klaus a mentionné ma conversation d'hier avec le président des États-Unis et l'extension du traité sur la limitation des armes stratégiques. C'est certainement un pas dans la bonne direction. Néanmoins, les conflits se multiplient, comme on dit. Comme on le sait, l'incapacité et le manque de volonté de résoudre en substance de tels problèmes au XX^e siècle ont conduit à la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale.

Bien sûr, un tel conflit mondial « brûlant » est désormais, je l'espère, impossible, en principe. Je l'espère vraiment. Cela signifierait la fin de la civilisation. Mais, là encore, la situation peut évoluer de manière imprévisible et incontrôlable. Si, bien sûr, rien n'est fait pour l'empêcher. Il est possible que nous devions faire face à un véritable bouleversement du développement mondial, avec une lutte de tous contre tous, avec des tentatives de résoudre les conflits latents par la recherche d'ennemis « internes » et « externes », avec la

destruction non seulement des valeurs traditionnelles (que nous chérissons en Russie), telles que la famille, mais aussi des libertés fondamentales, y compris le droit au choix et à la vie privée.

Permettez-moi de noter ici que la crise sociale et de valeurs se transforme déjà en conséquences démographiques négatives, à cause desquelles l'humanité risque de perdre des continents civilisationnels et culturels entiers.

Notre responsabilité commune aujourd'hui est d'éviter une telle perspective, semblable à une sinistre dystopie, pour assurer un développement sur une trajectoire différente, positive, harmonieuse et créative.

À cet égard, je m'attarderai sur les principaux défis auxquels, à mon avis, la communauté mondiale est actuellement confrontée.

Le premier est d'ordre socio-économique.

Oui, à en juger par les statistiques, même en dépit des crises profondes de 2008 et 2020, la période des quarante dernières années peut être qualifiée de succès, voire de super succès pour l'économie mondiale. Le PIB mondial en parité de pouvoir d'achat a doublé en termes réels par habitant depuis 1980. C'est assurément une évolution positive.

La mondialisation et la croissance intérieure ont entraîné une forte reprise dans les pays en développement, permettant à plus d'un milliard de personnes de sortir de la pauvreté. Ainsi, si l'on prend un niveau de revenu de 5,5 dollars par personne et par jour (à parité de pouvoir d'achat), la Banque Mondiale estime qu'en Chine, par exemple, le nombre de personnes à faible revenu est passé de 1,1 milliard en 1990 à moins de 300 millions ces dernières années. C'est assurément un succès pour la Chine. Et en Russie, de 64 millions de personnes en 1999 à environ 5 millions aujourd'hui. Et nous pensons qu'il s'agit également d'un progrès dans notre pays dans la direction principale, soit dit en passant.

Néanmoins, la question principale, dont la réponse permet dans une large mesure de comprendre les problèmes actuels, est de savoir quelle était la nature de cette croissance mondiale, qui en a le plus profité.

Bien sûr, comme je l'ai déjà dit, à bien des égards, les pays en développement ont bénéficié de la demande croissante pour leurs produits traditionnels et même pour de nouveaux produits. Cependant, cette intégration dans l'économie mondiale n'a pas seulement eu pour résultat des emplois et des recettes d'exportation. Mais aussi des coûts sociaux. Y compris un écart important dans les revenus des citoyens.

Qu'en est-il des économies développées, où le niveau moyen de richesse est beaucoup plus élevé ? Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les problèmes de stratification ici dans le monde développé ont été encore plus profonds. La Banque Mondiale estime que si 3,6 millions de personnes vivaient avec moins de 5,50 dollars par jour aux États-Unis en 2000, elles étaient 5,6 millions en 2016.

Au cours de la même période, la mondialisation a entraîné une augmentation significative des profits des grandes multinationales, principalement des entreprises américaines et européennes.

D'ailleurs, en ce qui concerne les citoyens, la tendance dans les économies développées de l'Europe est la même qu'aux États-Unis.

Mais encore une fois, quand il s'agit des bénéfices des entreprises, qui en profite ? La réponse est connue, elle est évidente – un pour cent de la population.

Et que s'est-il passé dans la vie du reste des gens ? Au cours des 30 dernières années, dans certains pays développés, le revenu de plus de la moitié des citoyens en termes réels a stagné, n'a pas augmenté. Mais le coût de l'éducation et des services de santé a augmenté. Et savez-vous de combien ? Trois fois.

Cela signifie que des millions de personnes, même dans les pays riches, n'ont pas vu la perspective d'une augmentation de leurs revenus. Et ils doivent faire face à plusieurs problèmes, comment se maintenir et maintenir leurs parents en bonne santé, comment offrir aux enfants une éducation de qualité.

Il y a aussi une accumulation de personnes qui, en fait, ne sont pas employées. Par exemple, l'Organisation internationale du travail estime qu'en 2019, 21 % des jeunes du monde, soit 267 millions de personnes, n'ont ni étudié ni travaillé nulle part. Et même parmi les actifs (voici un chiffre intéressant, des chiffres intéressants), même parmi les actifs, 30 % vivent avec des revenus inférieurs à 3,2 dollars par jour à parité de pouvoir d'achat.

Ces distorsions du développement socio-économique mondial sont le résultat direct des politiques menées dans les années 1980, souvent de manière grossière et dogmatique. Ces politiques étaient basées sur le soi-disant « consensus de Washington ». Avec ses règles non écrites, donnant la priorité à une croissance économique basée sur la dette privée avec une déréglementation et des impôts peu élevés sur les riches et les entreprises.

Comme je l'ai dit, la pandémie de coronavirus n'a fait qu'exacerber ces problèmes. L'année dernière, la chute de l'économie mondiale a été la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale. En juillet, les pertes sur le marché du travail équivalaient à près de 500 millions d'emplois. Oui, la moitié d'entre eux avaient été récupérés à la fin de l'année. Mais cela représente tout de même près de 250 millions d'emplois perdus. C'est un chiffre important et très alarmant. Rien qu'au cours des neuf premiers mois de l'année dernière, les pertes de revenus du travail dans le monde se sont élevées à 3,5 trillions de dollars. Et ce chiffre ne cesse de croître. Cela signifie que les tensions sociales sont en hausse.

Dans le même temps, la reprise après la crise n'est pas facile. Si, il y a 20 ou 30 ans, le problème pouvait être résolu en stimulant la politique macroéconomique (et c'est d'ailleurs ce qu'ils font encore), aujourd'hui, de tels mécanismes sont pratiquement épuisés, ils ne fonctionnent pas. Leurs ressources sont pratiquement épuisées. Ce n'est pas une affirmation infondée de ma part.

Ainsi, selon les estimations du FMI, le niveau de la dette agrégée des secteurs public et privé est proche de 200 % du PIB mondial. Et dans certaines économies, il a dépassé 300 % du PIB national. Pendant ce temps, les taux d'intérêt sont proches de zéro dans les économies développées. Et dans les principales économies émergentes, ils sont à des niveaux historiquement bas.

Tout cela rend la stimulation de l'économie par les outils traditionnels au détriment de l'augmentation des prêts privés pratiquement impossible. L'assouplissement dit quantitatif, qui ne fait qu'augmenter, gonfle la « bulle » de la valeur des actifs financiers et conduit à une stratification supplémentaire de la société. Et l'écart croissant entre l'économie « réelle » et « virtuelle » (d'ailleurs, j'en entends souvent parler par les représentants de l'économie réelle de nombreux pays, et je pense que les participants à la réunion d'aujourd'hui issus du monde des affaires seront également d'accord avec moi) est une menace réelle, porteuse de chocs graves et imprévisibles.

Certains espoirs de pouvoir « redémarrer » l'ancien modèle de croissance sont liés à la rapidité du développement technologique. En effet, les 20 dernières années ont jeté les bases de ce que l'on appelle la quatrième révolution industrielle, qui repose sur l'utilisation généralisée de l'intelligence artificielle, des solutions automatisées et de la robotique. La pandémie de coronavirus a considérablement accéléré ces développements et leur mise en œuvre.

Cependant, ce processus génère de nouveaux changements structurels, je pense tout d'abord au marché du travail. Cela signifie que sans une action gouvernementale efficace, de nombreuses personnes courent le risque d'être au chômage. Et c'est souvent ce qu'on appelle la classe moyenne. Or c'est la base de toute société moderne.

Et cela est lié au deuxième défi fondamental de la décennie à venir – le défi sociopolitique. La croissance des problèmes économiques et des inégalités divise la société, génère l'intolérance sociale, raciale et

ethnique, et cette tension éclate même dans les pays dont les institutions civiles et démocratiques apparemment bien établies sont conçues pour aplanir et réprimer ces phénomènes et ces excès.

Les problèmes socio-économiques systémiques génèrent un tel mécontentement du public qu'ils nécessitent une attention particulière, qu'ils exigent que ces problèmes soient résolus de manière concrète. La dangereuse illusion qu'ils peuvent être ignorés, négligés, mis sur le côté est lourde de conséquences. Dans ce cas, la société sera toujours divisée, tant politiquement que socialement. Parce que pour les gens, les raisons d'être mécontents ne sont en fait pas des spéculations, mais de véritables problèmes qui concernent tout le monde, quelles que soient les opinions, y compris politiques, auxquelles on n'adhère. Ou auxquelles on pense tenir. Et ce sont les vrais problèmes qui génèrent le mécontentement.

Je voudrais souligner un autre point fondamental. Les géants technologiques modernes et, surtout, numériques ont commencé à jouer un rôle de plus en plus important dans la société. On en parle beaucoup aujourd'hui, notamment en relation avec les événements qui se sont déroulés aux États-Unis pendant la campagne électorale. Et ce ne sont plus des géants économiques quelconques ; dans certains domaines, ils sont en concurrence de facto avec les États. Leur audience se chiffre en milliards d'utilisateurs qui passent une partie importante de leur vie au sein de ces écosystèmes.

Du point de vue des entreprises elles-mêmes, leur position de monopole est optimale pour organiser les processus technologiques et commerciaux. C'est peut-être juste, mais le public se pose une question : dans quelle mesure un tel monopole correspond-il exactement à l'intérêt public ? Où se situe la limite entre le succès des entreprises mondiales, les services et les prestations demandés, la consolidation des données personnelles et les tentatives de gérer grossièrement, à sa guise, la société, de se substituer aux institutions démocratiques légitimes, en fait, d'usurper ou de limiter le droit naturel des gens à décider eux-mêmes comment vivre, quoi choisir, quelle position exprimer librement ? Nous l'avons tous vu récemment aux États-Unis, et tout le monde comprend ce dont je parle maintenant. Je suis sûr que la grande majorité des gens partagent cette position, y compris ceux qui participent à la conférence avec nous aujourd'hui.

Enfin, le troisième défi, ou plus précisément la menace évidente à laquelle nous pourrions être confrontés au cours de la prochaine décennie, est une nouvelle aggravation de l'ensemble des problèmes internationaux. Après tout, les problèmes socio-économiques intérieurs non résolus et croissants peuvent nous inciter à chercher un responsable pour tous les problèmes et à rediriger l'irritation et le mécontentement de nos citoyens. Et nous pouvons déjà le voir, nous pouvons sentir que le niveau de la politique étrangère, de la rhétorique de propagande augmente. Nous pouvons nous attendre à ce que la nature des actions concrètes devienne plus agressive, y compris la pression sur les pays qui ne sont pas d'accord avec le rôle de satellites obéissants et dirigés, l'utilisation de barrières commerciales, les sanctions illégitimes et les restrictions dans les sphères financières, technologiques et de l'information.

Ce jeu sans règles augmente de manière critique les risques d'utilisation unilatérale de la force militaire – c'est-à-dire le danger du recours à la force sous n'importe quel prétexte farfelu. Il multiplie la probabilité de nouveaux « points chauds » sur notre planète. C'est un tout qui ne peut que nous inquiéter.

Dans le même temps, chers participants au Forum, malgré un tel enchevêtrement de contradictions et de défis, nous ne devons certainement pas perdre notre vision positive de l'avenir et devons rester engagés dans un programme constructif. Il serait naïf de suggérer quelques remèdes miracles universels pour les problèmes évoqués. Mais nous devons tous essayer d'élaborer des approches communes, rapprocher nos positions le plus possible et identifier les sources de tensions mondiales.

Je voudrais répéter ma thèse : la cause fondamentale de l'insoutenabilité du développement mondial est, dans une large mesure, l'accumulation des problèmes socio-économiques. Par conséquent, la question clé aujourd'hui est de savoir comment élaborer la logique des actions afin non seulement de restaurer rapidement les économies et les secteurs mondiaux et nationaux touchés par la pandémie, mais aussi de garantir que cette restauration soit durable à long terme et ait une structure qualitative qui aide à surmonter le poids des déséquilibres sociaux. Il est clair que, compte tenu des contraintes de politique

macroéconomique déjà mentionnées, la poursuite du développement économique dépendra davantage de la relance budgétaire, les budgets des gouvernements et les banques centrales jouant un rôle clé.

En fait, nous observons déjà de telles tendances dans les pays développés, et dans certains pays en développement également. Le rôle croissant des États dans la sphère socio-économique au niveau national exige évidemment une plus grande responsabilité et une coopération interétatique étroite sur l'agenda mondial également. Dans divers forums internationaux, on peut entendre des appels constants à une croissance inclusive, à la création de conditions permettant d'atteindre un niveau de vie digne pour chaque personne. C'est la bonne chose à faire, et notre travail commun va absolument dans la bonne direction.

Il est absolument clair que le monde ne peut pas s'engager sur la voie de la construction d'une économie qui fonctionne pour un million de personnes ou même un « milliard doré ». C'est tout simplement une position destructrice. Un tel modèle est par définition non viable. Les événements récents, notamment les crises migratoires, l'ont confirmé une fois de plus.

Il importe maintenant de passer d'une déclaration générale à l'action, de diriger les ressources et les efforts réels pour parvenir à la fois à la réduction des inégalités sociales au sein des différents pays et à la convergence progressive du niveau de développement économique des différents pays et régions de la planète. Il n'y aura alors pas de crise migratoire.

Le sens, l'importance d'une telle politique, destinée à assurer un développement durable et harmonieux, est évident. Qu'est-ce que c'est ? C'est la création de nouvelles opportunités pour chacun, des conditions pour le développement et la réalisation du potentiel humain, indépendamment de l'endroit où il est né et vit.

Et je vais ici présenter quatre grandes priorités. Pourquoi je les considère comme des priorités. Peut-être que je ne dirai rien d'original. Néanmoins, puisque Klaus m'a permis d'exprimer la position de la Russie, ma position, je le ferai volontiers.

Premièrement. Une personne doit avoir un environnement de vie confortable. Il s'agit du logement et des infrastructures accessibles : transport, énergie, services publics. Et, bien sûr, le bien-être environnemental, il ne doit jamais être oublié.

Deuxièmement. Une personne doit être sûre qu'elle aura un emploi, qui lui procurera un revenu en constante augmentation et, par conséquent, un niveau de vie décent. Elle devrait avoir accès à des mécanismes efficaces d'apprentissage tout au long de la vie, aujourd'hui c'est absolument nécessaire, lui permettant de développer et de construire sa carrière, et après son achèvement d'obtenir une retraite et un paquet social décents.

Troisièmement. Une personne doit être sûre qu'elle recevra des soins médicaux efficaces et de qualité lorsqu'elle en aura besoin, que le système de soins de santé lui garantit en tout cas l'accès à un niveau moderne de services.

Quatrièmement. Quel que soit le revenu familial, les enfants doivent avoir la possibilité de recevoir une éducation décente et de réaliser leur potentiel. Chaque enfant a ce potentiel.

C'est la seule façon de garantir le développement le plus efficace de l'économie moderne. Une économie où l'homme n'est pas un moyen, mais un but. Et seuls les pays qui pourront progresser dans ces quatre domaines (ils ne sont pas exhaustifs, je n'ai dit que l'essentiel), mais seuls les pays qui pourront progresser au moins dans ces quatre domaines, assureront un développement durable et inclusif.

Ce sont les approches qui sont au cœur de la stratégie que mon pays, la Russie, met également en œuvre. Nos priorités s'articulent autour de l'individu, de sa famille, et visent le développement démographique et la préservation de la nation, l'amélioration du bien-être des personnes et la protection de leur santé. Nous nous efforçons de créer les conditions d'un travail digne et efficace et d'un entrepreneuriat réussi, afin d'assurer

la transformation numérique comme base du mode technologique de l'avenir de tout le pays, plutôt que d'un groupe étroit d'entreprises.

Nous voulons concentrer les efforts du gouvernement, des entreprises et de la société civile sur ces tâches et mettre en place une politique budgétaire stimulante dans les années à venir.

Nous sommes ouverts à la coopération internationale la plus large possible pour atteindre nos objectifs nationaux de développement et nous pensons qu'une coopération sur l'agenda socio-économique mondial aurait un impact positif sur l'atmosphère générale des affaires mondiales également, tandis qu'une interdépendance dans le traitement des questions urgentes actuelles ajouterait à la confiance mutuelle, ce qui est particulièrement important et urgent de nos jours.

De toute évidence, l'ère associée aux tentatives de construction d'un ordre mondial centralisé et unipolaire, cette époque est révolue. En fait, elle n'a même pas encore commencé. Seule une tentative a été faite dans ce sens. Mais cela aussi est passé. Un tel monopole était tout simplement intrinsèquement contraire à la diversité culturelle et historique de notre civilisation.

La réalité est que différents pôles de développement avec leurs propres modèles originaux, systèmes politiques et institutions sociales ont émergé dans le monde et se sont fait connaître. Et aujourd'hui, il est extrêmement important de construire des mécanismes de coordination de leurs intérêts, afin que la diversité et la concurrence naturelle des pôles de développement ne se transforment pas en anarchie et en une série de conflits prolongés.

À cette fin, nous devons notamment travailler au renforcement et au développement des institutions universelles qui ont une responsabilité particulière pour assurer la stabilité et la sécurité dans le monde et pour élaborer les règles de conduite de l'économie mondiale et du commerce.

J'ai déjà déclaré plus d'une fois que beaucoup de ces institutions traversent des moments difficiles. Nous en parlons constamment lors de différents sommets. Bien sûr, ces institutions ont été créées à une autre époque, c'est clair. Il peut être objectivement difficile pour elles de relever les défis d'aujourd'hui. Toutefois, je voudrais souligner que ce n'est pas une raison pour les rejeter, sans rien offrir à la place. D'autant plus que ces structures ont une expérience unique et un grand potentiel, largement inexploité. Il ne fait aucun doute qu'elles doivent être soigneusement adaptées aux réalités actuelles. Mais il est encore trop tôt pour les jeter à la poubelle de l'histoire. Nous devons travailler avec elles et les utiliser.

Parallèlement, il est bien sûr important d'utiliser des formats d'interaction nouveaux et supplémentaires. Je fais ici référence au phénomène du multilatéralisme. Bien sûr, il peut aussi être compris de différentes manières. Il peut s'agir soit de faire valoir ses intérêts, en donnant un semblant de légitimité aux actions unilatérales alors que les autres n'ont qu'à hocher la tête pour approuver. Ou bien il s'agit d'une véritable unification des efforts des États souverains pour résoudre des problèmes spécifiques dans l'intérêt commun. Dans ce cas, nous pouvons parler du règlement des conflits régionaux, de la création d'alliances technologiques et de nombreux autres domaines, y compris la formation de couloirs transfrontaliers de transport et d'énergie, etc.

Chers amis, Mesdames et Messieurs !

Vous comprenez qu'il existe un vaste champ de travail commun. De telles approches multilatérales fonctionnent vraiment. La pratique montre qu'elles fonctionnent. Permettez-moi de vous rappeler que dans le cadre du format Astana, la Russie, l'Iran et la Turquie font beaucoup pour stabiliser la situation en Syrie et aident maintenant à établir un dialogue politique en Syrie. Bien sûr, avec d'autres pays. Nous le faisons ensemble. Et ce n'est généralement pas sans succès, je tiens à le souligner.

Par exemple, la Russie a entrepris des efforts de médiation actifs pour mettre fin au conflit armé dans la région du Haut-Karabakh, dans lequel les peuples et les États proches de nous – l'Azerbaïdjan et l'Arménie – ont été impliqués. Dans le même temps, nous avons cherché à suivre les principaux accords conclus au

sein du groupe de Minsk de l'OSCE, en particulier entre ses coprésidents – la Russie, les États-Unis et la France. C'est également un très bon exemple de coopération.

Comme vous le savez, [une déclaration trilatérale entre la Russie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie a été signée en novembre](#). Et il est important qu'elle soit, dans l'ensemble, mise en œuvre de manière cohérente. Nous avons réussi à arrêter le bain de sang. C'est la chose la plus importante. Nous avons réussi à arrêter l'effusion de sang, à obtenir un cessez-le-feu complet et à entamer le processus de stabilisation.

La communauté internationale et, sans aucun doute, les pays impliqués dans la résolution de la crise doivent maintenant aider les zones touchées à relever les défis humanitaires que sont le retour des réfugiés, la reconstruction des infrastructures détruites et la protection et la restauration des monuments historiques, religieux et culturels.

Ou un autre exemple. Je voudrais souligner le rôle de la Russie, de l'Arabie saoudite, des États-Unis et d'un certain nombre d'autres pays dans la stabilisation du marché mondial de l'énergie. Ce format est devenu un exemple productif d'interaction entre des pays ayant des points de vue différents, parfois même complètement opposés, sur les processus mondiaux et leurs propres visions du monde.

Dans le même temps, bien sûr, il y a des problèmes qui concernent tous les États sans exception. La coopération dans l'étude et le contrôle de la pandémie de coronavirus en est un exemple. Récemment, plusieurs variantes de ce que l'on sait être une maladie dangereuse ont fait leur apparition. Et la communauté internationale doit créer les conditions permettant aux scientifiques et aux spécialistes de travailler ensemble pour comprendre pourquoi et comment les mutations du coronavirus se produisent et comment les différentes souches diffèrent les unes des autres. Et bien sûr, nous devons coordonner les efforts du monde entier, comme l'a demandé le secrétaire général de l'ONU et comme nous l'avons demandé lors du sommet du G20 il n'y a pas si longtemps, afin d'unir et de coordonner les efforts du monde entier pour lutter contre la propagation de la maladie et accroître la disponibilité des vaccins contre le coronavirus dont nous avons tant besoin. Nous devons aider les nations qui ont besoin de soutien, y compris les nations africaines. Je parle de l'intensification des tests et de la vaccination. Nous constatons que la vaccination de masse est désormais accessible principalement aux citoyens des pays développés. Alors que des centaines de millions de personnes dans le monde n'ont même pas l'espoir de bénéficier d'une telle protection. Dans la pratique, cette disparité peut représenter une menace générale, car, comme on le sait et comme on l'a dit à maintes reprises, l'épidémie continuera à se prolonger et des poches incontrôlables persisteront. Elle n'a pas de frontières.

Il n'y a pas de frontières pour les infections et les pandémies. Nous devons donc tirer les leçons de la situation actuelle et proposer des mesures visant à accroître l'efficacité du système de surveillance de l'apparition de ces maladies dans le monde et de l'évolution de ces situations.

Un autre domaine important dans lequel nous devons coordonner notre travail, voire celui de la communauté internationale dans son ensemble, est la protection du climat et de la nature de notre planète. Je ne vais rien dire de nouveau ici non plus.

Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions progresser dans la résolution de problèmes aussi graves que le réchauffement climatique, la déforestation, la perte de biodiversité, l'augmentation des déchets, la pollution des océans par les plastiques, etc, et trouver le meilleur équilibre entre les intérêts du développement économique et la préservation de l'environnement pour les générations actuelles et futures.

Chers participants du forum ! Chers amis !

Nous savons tous que la concurrence, la rivalité entre les pays dans l'histoire du monde n'a pas cessé, ne cesse pas et ne cessera jamais. En fait, les divergences et les conflits d'intérêts sont aussi une chose naturelle pour un organisme aussi complexe que la civilisation humaine. Toutefois, à des moments critiques, cela ne nous a pas empêchés, mais au contraire, nous a encouragés à unir nos efforts dans les directions les plus importantes et les plus décisives. Et il me semble que nous vivons précisément une telle époque.

Il est très important d'évaluer honnêtement la situation, de se concentrer non pas sur des problèmes mondiaux imaginaires mais bien réels, d'éliminer les déséquilibres qui sont d'une importance capitale pour l'ensemble de la communauté internationale. Et alors, j'en suis sûr, nous pourrons réussir, relever les défis de la troisième décennie du XXIe siècle avec dignité.

J'aimerais terminer ici et vous remercier pour votre patience et votre attention.

Merci beaucoup.

Vladimir Poutine